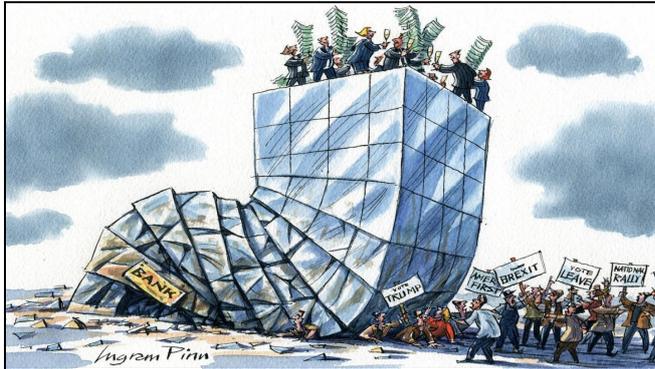


Le populisme est le véritable héritage de la crise financière mondiale Philip Stephens, *Financial Times*, 30 août 2018¹



Les « classes laborieuses » tant aimées des politiciens ont été victimes du crash

La crise financière mondiale pu conduire à une nouvelle conception de l'économie de marché. « Tout est permis » aurait pu laisser la place à quelque chose d'un peu plus proche de « tout le monde gagne ». Les discours éloquentes et les promesses audacieuses qui ont suivi le crash - pensons à Barack Obama, Gordon Brown, Angela Merkel et aux autres - esquissaient cette perspective. Au lieu de cela, nous nous sommes retrouvés avec Donald Trump, le Brexit et le nationalisme égoïste.

Le processus enclenché par la chute de Lehman Brothers en septembre 2008 a fait deux grands perdants : la démocratie libérale et l'ouverture des frontières internationales. Les coupables, parmi lesquels des banquiers, des banquiers centraux ainsi que des régulateurs, des politiciens et des économistes, ont fui leurs responsabilités. Certes le monde a changé, mais pas de la manière ordonnée et structurée qui aurait été la marque d'une réforme intelligente.

Après une décennie de stagnation des revenus et d'austérité budgétaire, personne ne peut s'étonner que les personnes les plus touchées par les conséquences économiques de la crise en viennent à soutenir les soulèvements populistes contre les élites. Dans toutes les démocraties riches, des segments importants de la population rejettent le laisser-faire et les frontières ouvertes de la mondialisation. L'immigration à grande échelle peut être perturbatrice même dans les meilleures conjonctures. Ajoutez l'austérité, et les immigrants sont alors trop facilement désignés comme des boucs émissaires.

Le plus frappant est de constater le peu de changement dans le fonctionnement des marchés financiers internationaux. Une poignée de banquiers ont été licenciés, et certaines institutions ont dû faire face à de lourdes pénalités et à des amendes. Mais le fardeau de la crise est retombé sur l'État ou sur les actionnaires. Les architectes du capitalisme financier sans entraves continuent à compter les zéros sur leurs bonus. Le pire qu'il leur soit arrivé, c'est de devoir attendre un peu plus longtemps avant de les encaisser.

Malgré les réformes réglementaires initiales - les banques doivent détenir un peu plus de capital et employer des armées de responsables de la conformité - la vie à Wall Street et à la City de Londres continue comme avant. Les banquiers sont payés des sommes folles pour mener à bien des activités socialement inutiles, les contribuables financent d'importantes subventions de l'État sous forme de garanties d'aides aux banques systémiques, et de jeunes mathématiciens doués créent de nouveaux instruments dangereusement obscurs pour continuer à occuper les salles de marché. Aujourd'hui comme avant, le profit est privatisé et

¹ "[Populism is the true legacy of the global financial crisis](#)". Traduction de [Gilles Raveaud](#) amendée par Michel Husson.

le risque est socialisé. Ce qui manque, c'est la concurrence qui permet au capitalisme de rester honnête.

Dans la mesure où elles ont été prononcées *post mortem*, des conclusions radicales ont été mises au rebut, recouvertes de poussière aussitôt publiées. Les banquiers centraux ont nié toute complicité. Les agences chargées de la surveillance du marché ont fait de même. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale jusqu'en 2006, était le grand prêtre des marchés sans entraves. Il est toujours vénéré comme un sage. En tant que gouverneur de la Banque d'Angleterre, Mervyn King a réduit les ressources consacrées à la régulation systémique et imputé la responsabilité de la crise aux banques d'investissement. Après avoir pris sa retraite de la fonction publique, il est maintenant consultant pour Citigroup.

Quant aux politiciens, ils ont promis que la finance serait détrônée de son piédestal doré, que *Main Street* [l'économie réelle] l'emporterait sur Wall Street, et que les marchés seraient au service du peuple plutôt que d'en être les maîtres. « Nous sommes tous dans le même bateau », disait George Osborne, alors ministre des finances britannique. Mais nous ne l'étions pas. Le coût de la crise est retombé en grande partie sur les épaules de ceux qui étaient les moins capables de le supporter.

Les coupes budgétaires ont essentiellement porté sur la réduction des dépenses publiques plutôt que sur l'augmentation des impôts. Dans le cas de la Grande-Bretagne, M. Osborne avait fixé le ratio à 80/20. Moins vous gagnez, plus vous dépendez des dépenses publiques. Les « classes laborieuses », tant aimées des politiciens lorsqu'ils ont besoin de leurs votes, ont été les victimes.

Ces observations, presque évidentes, suffisent à expliquer le retour du populisme. Peut-on s'étonner que les ouvriers blancs américains, qui ont perdu un emploi autrefois sûr, soutiennent maintenant Mr Trump ? Il n'est pas non plus surprenant que des groupes démographiques similaires aient soutenu le Brexit – sous l'influence d'une rhétorique toxique qui attribue leur malheur aux immigrants. La montée du nationalisme extrême à travers l'Europe continentale reflète l'érosion de l'économie sociale de marché, un type de capitalisme qui avait quelque chose à offrir aux électeurs ordinaires.

Les tensions ont été évidemment aiguës par la technologie numérique et par la recherche de rente, contraire à la concurrence, d'une poignée de géants de la technologie. Le coût de l'évasion fiscale agressive de Google incombe à ceux qui sont les moins capables de le supporter. Ce qui a le plus contribué à faire grossir les rangs des populistes a été un sentiment d'injustice, la conviction que les élites sont indifférentes à leur sort.

Mr Trump et cie n'ont aucune réponse. Au contraire, la « base » hypothétique du président américain sera la première perdante de ses guerres commerciales. Ils ont déjà été volés par ses réductions d'impôts au bénéfice des très riches. De même, les travailleurs britanniques verront leur sort dégradé par le Brexit. La Ligue en Italie et en France, le Rassemblement National, vendent les mêmes remèdes de charlatans. Mais beaucoup des griefs qu'ils identifient sont réels.

Les historiens regarderont la crise de 2008 comme le moment où les nations les plus puissantes du monde ont renoncé à leur leadership, et où la mondialisation s'est inversée. On peut comprendre que le reste du monde en ait conclu qu'il a peu à apprendre de l'Ouest. Beaucoup pensaient à l'époque que l'effondrement du communisme conduirait à l'hégémonie permanente des démocraties ouvertes et libérales. Au lieu de cela, les historiens se demanderont avec perplexité pourquoi *l'ancien régime* était si paresseusement complaisant à l'égard de sa propre disparition, voire complice.